

CHAPITRE 1. LA GAUCHE DU RADICALISME À LA VEILLE DE 1914

Gérard Baal

in Antoine Prost , *Jean Zay et la gauche du radicalisme*

Presses de Sciences Po | Académique

2003

pages 15 à 40

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/jean-zay-et-la-gauche-du-radicalisme---page-15.htm>

Pour citer cet article :

Baal Gérard, « Chapitre 1. La gauche du radicalisme à la veille de 1914 », *in* Antoine Prost , *Jean Zay et la gauche du radicalisme*
Presses de Sciences Po « Académique », 2003 p. 15-40.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Première partie

Gauche du radicalisme
et radicaux de gauche
avant 1914

Chapitre 1

La gauche du radicalisme à la veille de 1914

Ce que Jaurès appelait la « dualité essentielle » du radicalisme ¹ est une donnée ancienne. Depuis les années 1880, il existe deux groupes radicaux à la Chambre, une extrême gauche intransigeante (rebaptisée plus tard groupe radical-socialiste) et un groupe plus modéré, la Gauche radicale. Entre radicaux doctrinaires et « radicaux de gouvernement », l'entente ne va pas de soi. Camille Pelletan considère en 1897 que Léon Bourgeois et ses amis sont « de très bons républicains », « un peu timides, un peu lâches », « qui n'ont jamais été radicaux, même quand ils exerçaient le pouvoir sous ce titre ² ». Les deux sensibilités se sont rapprochées dans les années 1890, à la faveur des tentatives de regroupement qui conduiront à la fondation du parti organisé en 1901 ³. Ce qui unit tous les radicaux, c'est le refus de l'apaisement religieux, l'opposition au Ralliement et à « l'esprit nouveau », l'attachement au « vieil esprit républicain » : il n'y a pas de vraie République sans défense républicaine, car la République est forcément toujours en butte aux attaques de la « réaction ». Le radicalisme préserve ainsi une identité que menaçaient l'obsolescence de ses vieux chevaux de bataille (la révision cons-

1. *L'Humanité*, 24 septembre 1910.

2. *La Dépêche de Toulouse*, 28 février 1897.

3. Les analyses qui suivent sont tirées de notre thèse, *Le parti radical de 1901 à 1914* (université de Paris I, 1991).

titutionnelle, la séparation de l'Église et de l'État) et la concurrence socialiste.

Le congrès fondateur de 1901 ne crée pas un parti monolithique. Henri Brisson y donne de la triple appellation du parti (républicain radical et radical-socialiste) une exégèse qui, prise à la lettre, ouvrirait ses rangs à des hommes qui soutiennent la défense républicaine « sans avoir jamais reçu ni pris l'étiquette de radical et de radical-socialiste ¹ ». À deux semaines du congrès, Pelletan doutait de la possibilité de fusionner « l'ancienne extrême gauche » et les « radicaux modérés ² ». Il sera tout de même le principal rédacteur de la charte idéologique du parti. Et l'élément « avancé », « radical-socialiste », sera toujours plus massivement représenté dans les congrès que l'élément simplement « radical ». Mais on n'a pas unifié le radicalisme parlementaire. Jusqu'en 1913, les députés valoisens restent répartis entre deux groupes, ouverts aussi à des députés d'étiquette radicale non inscrits au parti. Le groupe radical-socialiste est toujours le plus proche du parti organisé : en 1909, 82 % des députés radicaux-socialistes cotisent au parti, contre seulement 61 % des députés de la Gauche radicale.

Le combisme

Jusqu'en 1905-1906, les divisions ont été estompées par le combisme triomphant. Il a légué au radicalisme, particulièrement à son aile gauche, un archétype de politique authentiquement radicale, un étalon auquel on mesurera le degré de républicanisme des gouvernements.

Le combisme, c'est bien sûr la bataille anticléricale ; c'est l'expression exacerbée de la défense républicaine. La République combiste est un régime partisan, servi par une administration engagée, appuyé sur un réseau agissant d'organisations militantes ³.

1. Mais la création, la même année, de l'Alliance républicaine démocratique écarte du parti les républicains « sans épithète ».

2. *La Dépêche*, 5 juin 1901.

3. L'esprit du système est bien résumé, en 1910, par Henry Bérenger, directeur de *L'Action*, rallié à la politique d'apaisement de Briand : « La République n'est pas le gouvernement de tous pour tous, mais celui d'une majorité sans cesse menacée et sans cesse en bataille contre des minorités fallacieuses et toujours redoutables. [...]. D'où, pour M. Combes et ses amis, la nécessité perpétuelle d'une administration militante de préfets et de sous-préfets de combat, soutenus par des délégués en lutte ouverte, dans chaque commune de France, contre les adversaires de la majorité. » (*L'Action*, 10 août 1910).

L'adversaire, c'est la droite cléricale et nationaliste, ce sont aussi les « progressistes » qui s'opposent au bloc et ne sont plus considérés comme de vrais républicains. Pour saper leur influence, la partialité administrative, le clientélisme et le favoritisme, le recours aux « fiches » maçonniques sont des procédés légitimes.

Le combisme, c'est aussi la promesse de la démocratie sociale, bien qu'on ait reproché à Combes de tromper l'appétit populaire en lui faisant « manger du curé »... La masse des militants du bloc adhère au « postulat combiste » : la lutte anticléricale est le préalable nécessaire à la réalisation des réformes sociales. « On ne serait pas un vrai républicain si on ne voulait pas l'affranchissement social en même temps que l'affranchissement moral ¹. » Les congrès radicaux multiplient les promesses réformatrices qui inspireront les manifestes électoraux de 1906 : réforme fiscale, retraites ouvrières, assurances sociales, nationalisation des « monopoles » pour briser la puissance des « féodalités » industrielles et financières. Le but final, c'est la propriété pour tous, la disparition du salariat et du prolétariat.

Le combisme, c'est enfin l'union des gauches. « Pas d'ennemis à gauche » est la devise du Bloc. L'union du radicalisme et du socialisme garantit la bonne volonté sociale de la grande armée républicaine dont le socialisme est « l'avant-garde ». La foi dans le progrès indéfini fait reconnaître à l'utopie socialiste un droit de cité dans la République ².

Le radicalisme au temps de Clemenceau

La victoire électorale de 1906 et l'arrivée au pouvoir de Clemenceau ouvrent une période où les radicaux vont étaler leurs divisions. Après la séparation de l'Église et de l'État, le parti ne réussit pas à prouver qu'il est aussi un parti de réforme sociale. Les formules combistes se révèlent inadaptées à une conjoncture nou-

1. Pelletan, discours de Perpignan (*La Dépêche*, 6 avril 1903).

2. Cf. Louis Lafferre, alors président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient, au congrès radical de 1904 : « Nous acceptons comme des hypothèses que nous n'avons pas le droit de déclarer fausses par avance les doctrines les plus avancées des écoles socialistes [...]. Il est conforme à l'esprit scientifique de ne jamais déclarer que ce qu'on appelle l'utopie d'aujourd'hui ne deviendra pas la vérité de demain. »

velle. Le socialisme, unifié en 1905 sur des bases révolutionnaires, n'est plus un partenaire complaisant, mais un rival qui spéculé sur la « faillite » prochaine du radicalisme « bourgeois ». Les radicaux s'indignent de voir les socialistes défendre les syndicalistes anarchistes et antipatriotes ; ils s'inquiètent de l'effet des campagnes pacifistes de Jaurès sur la volonté défensive de la nation.

Le radicalisme gouvernemental ne tient pas ses promesses. Ni l'impôt sur le revenu, ni les retraites ouvrières n'ont abouti lorsque Clemenceau quitte le pouvoir en 1909. Beaucoup de radicaux donnent la priorité à la lutte contre la subversion. Dans les rapports avec les socialistes, l'œcuménisme blocard a fait place à l'invective et aux mauvais coups électoraux. Inversement, le gouvernement reçoit le soutien d'une partie des progressistes. Ce virage droitier est combattu par une opposition de gauche qualifiée de « combiste » par les contemporains. Il s'agit d'une minorité de députés, essentiellement radicaux-socialistes¹, qui sont un peu plus jeunes et ont moins d'ancienneté parlementaire que les « mameluks » clemencistes, même si leurs leaders sont des vétérans, Combes, Pelletan, Berteaux, Ferdinand Buisson, Henri Michel. L'opposition s'exprime dans des journaux comme *L'Action*, *La Lanterne* et surtout *Le Rappel* devenu, grâce aux subsides de Berteaux, l'organe officiel de la « dissidence ».

Les combistes dénoncent l'ajournement des réformes, la dérive « opportuniste » du radicalisme qui est en train de prendre, dit Pelletan, « le grand chemin de la faillite ». Les radicaux défendent les classes moyennes au lieu de faire, « à l'exemple de nos pères de la Révolution qui étaient en majeure partie des bourgeois, une politique de justice par-dessus toutes les politiques de classe² ». Les combistes sont des « blocards incurables³ » qui ne prennent pas au tragique l'extrémisme de la CGT et la rhétorique révolutionnaire du socialisme. « Le seul moyen d'arracher les masses ouvrières aux excitations violentes de la CGT, c'est de leur inspirer confiance dans l'efficacité de l'action légale, dans la fécondité de l'action parlementaire, et de

1. Sur les 85 députés radicaux qui ont, à un moment ou à un autre, fait acte d'opposition au ministère Clemenceau, 62 sont inscrits au groupe radical-socialiste.

2. Article de *La Dépêche* et discours au banquet de l'Alliance démocratique (*L'Alliance républicaine démocratique*, 9 juin 1907).

3. *Le Temps*, 22 septembre 1907.

leur apporter non le mirage, mais la réalité des réformes promises¹. » Les syndicats s'assagironent en devenant plus massifs : « Le seul remède contre le syndicalisme révolutionnaire, c'est le syndicalisme républicain, c'est le syndicalisme tout court². » Les combistes acceptent l'octroi du droit syndical aux fonctionnaires : dans les Bourses du Travail, les instituteurs « feraient besogne de conseillers judicieux, et non d'énergumènes³ ». Il faut refaire le Bloc, car « il n'y a jamais eu que deux partis dans les luttes politiques, celui qui veut faire cesser les abus et celui qui veut les conserver ». En revanche, il faut refuser tout rapprochement avec le Parti progressiste, « complice grognon de la révolution réactionnaire⁴ ».

L'opposition a l'oreille des militants. Les congrès, qui avaient acclamé Combes, ne votent jamais de félicitations à Clemenceau. Ils font échec aux manœuvres de la droite du parti, qui réclamait le « divorce » d'avec les socialistes, c'est-à-dire l'abandon de la discipline républicaine aux élections. Ils adoptent des textes doctrinaux (notamment, en 1907, le programme de Nancy) qui restent d'inspiration socialisante⁵.

Les combistes n'ont pourtant pas ramené à gauche le gros du radicalisme parlementaire. Plusieurs facteurs expliquent cet échec. D'abord, bien entendu, la réalité de ce que Pelletan appelle le « refroidissement » des radicaux⁶, le peu de goût de la moyenne bourgeoisie républicaine pour les réformes fiscales et

1. *Le Rappel*, 2 août 1908.

2. Buisson, *La Dépêche*, 3 juin 1907. Les radicaux réclament une loi sur les conventions collectives, l'arbitrage obligatoire des conflits du travail, l'élargissement de la capacité syndicale, qui ferait accéder les syndicats à la propriété commerciale et industrielle. On pourrait ainsi, écrit Steeg, « embourgeoiser le prolétariat, lui arracher sa défroque de souffrance et de haine » (*La Lanterne*, 10 août 1908).

3. Charles Dumont, *L'Action*, 7 février 1907.

4. Pelletan, dans *Parti radical et radical-socialiste du Sud-Est. Premier congrès annuel*, Nice, 1907 ; Steeg, *La Lanterne*, 16 février 1908.

5. La déclaration de clôture du congrès de 1908 rappelle que « le péril, pour nous, n'est pas à gauche, il est toujours à droite [...] C'est par l'union du bloc de gauche que nous avons fait la République, ce n'est que par cette union que nous pourrons, non seulement lui faire porter ses fruits, mais encore lui épargner des épreuves nouvelles ». Le député Maurice Ajam, qui estime que le radicalisme doit cesser de se donner l'apparence d'un « degré élémentaire du collectivisme », démissionne du parti au lendemain du congrès (cf. son livre, *Contre l'étatisme. Le radicalisme individualiste*, Paris, 1908).

6. *La Dépêche*, 16 avril 1907.

sociales. Il s'y ajoute le réflexe d'ordre, la crispation autoritaire devant les grandes manœuvres révolutionnaires de la CGT. Les appels incantatoires à la reconstitution du Bloc méconnaissent le profond changement de l'attitude du Parti socialiste depuis 1905. Charles Dumont, qui vote souvent contre Clemenceau, déplore que Jaurès ne se désolidarise pas des extrémistes : « Si le Parti radical s'alourdit de tout le poids de la faveur des bourgeois conservateurs, n'est-ce pas pour beaucoup parce que le Parti socialiste est lui-même disloqué par l'action des anarchistes ? [...] Tant que les socialistes garderont dans l'unité les anarchistes, Clemenceau n'aura qu'à moitié tort et, radicaux attachés à un tout autre idéal de gouvernement et d'action, nous ne pourrions le combattre qu'à moitié ¹. » En un temps où s'exacerbe la concurrence électorale, où la discipline républicaine est moribonde, le patriotisme de parti joue contre les combistes, accusés d'affaiblir leur propre camp par leurs critiques systématiques ².

Enfin, les anticlemencistes ne peuvent pleinement exploiter le capital de sympathie dont ils disposent chez les militants, car leur conception du parti fait qu'ils répugnent à imposer aux élus du suffrage universel les vues d'une organisation militante principalement composée d'individualités sans mandat. En mai 1907, Pelletan s'oppose à l'adoption par le comité exécutif d'une motion antigouvernementale : « Nous n'avons pas ici à renverser les ministères. Nous nous engagerions dans une voie dangereuse en voulant parler au nom du comité exécutif à la tribune de la Chambre ³. » Face à la grève des postiers de mai 1909, le comité exécutif ose condamner la politique de Clemenceau et demander au président du parti d'exposer les griefs des radicaux à la tribune de la Chambre. Mais le président Lafferre refuse d'obtempérer et la gauche finit par s'incliner.

Le radicalisme s'est tellement déchiré que ses voisins spéculent sur sa dissociation. Pour Jaurès, le parti est « à l'état de contradiction interne et de déchirement imminent ». « Il y a dans le radicalisme deux tendances contraires. Il y a le radicalisme conservateur qui va se confondre avec l'Alliance démocratique. [...]

1. *L'Action*, 15 juin 1909.

2. Pelletan est désavoué par le comité exécutif, en mars 1909, pour avoir soutenu, lors d'une élection partielle dans le Var, le socialiste Renaudel contre un radical néophyte, ancien membre de la Ligue de la patrie française.

3. *Bulletin du parti républicain radical et radical-socialiste*, 8 juin 1907.

Et il y a le radicalisme démocratique qui ne peut, sans abdication et sans suicide, rompre avec la force ouvrière et socialiste. » Le radicalisme doit « reconnaître sa dualité essentielle » et « se définir en se dissociant ¹ ». Jaurès voit dans le remplacement du scrutin d'arrondissement par le scrutin de liste avec représentation proportionnelle le moyen d'imposer aux radicaux cette clarification. Leurs voisins modérés, les hommes de l'Alliance démocratique, voudraient eux aussi voir les radicaux « non socialisants » rompre avec la gauche du parti, qui « tend de plus en plus à se confondre avec le collectivisme ² », pour former avec eux et avec les moins rétrogrades des progressistes un grand parti de gouvernement.

À l'heure du « briandisme »

Les quatre années qui suivent la chute de Clemenceau voient décliner l'influence du radicalisme. Il fournit toujours les gros bataillons de la majorité parlementaire, mais les chefs de gouvernement sont pris en dehors de ses rangs. La politique d'apaisement de Briand est bien accueillie par la droite et les modérés. Le déclin est aussi électoral. En 1910, beaucoup de sortants valoisiers mordent la poussière et sont remplacés par des néophytes indifférents à la doctrine du parti : en 1912, 61 % seulement des députés radicaux-socialistes et 36,4 % des membres de la Gauche radicale sont encore inscrits au parti.

L'apaisement prend à rebrousse-poil la tradition d'intransigeance républicaine et paraît une réédition de l'esprit nouveau. En octobre 1910, le congrès de Rouen condamne « une politique de compromissions réactionnaires qui jette le désarroi dans l'idée républicaine » et réclame le retour aux « méthodes de gouvernement qui ont assuré le succès de la République laïque, démocratique et sociale ». Il choisit significativement de porter Combes à la présidence du parti. Mais cela ne veut pas dire que le radicalisme soit redevenu combiste comme avant 1906. Le refus de l'apaisement religieux ne suffit pas à assurer un réancrage à gauche. Le combisme, c'était aussi la bonne volonté sociale et l'alliance socialiste. Or le zèle réformateur continue de

1. *L'Humanité*, 30 et 7 mai, 24 septembre 1910.

2. *L'Alliance républicaine démocratique*, 22 mai 1910.

s'essouffler. Jaurès, commentant la campagne électorale de 1910, parle d'un « radicalisme modern style », qui chante toujours « le vieil air », mais « en a baissé de plusieurs tons la musique ¹ ». Même si les radicaux n'approuvent pas tous la brutalité avec laquelle Briand brise, en octobre 1910, la grève des chemins de fer, cet épisode a réveillé l'obsession de l'ordre. Les radicaux reprochent aux socialistes de ne pas condamner les sabotages anarchistes ou hervéistes sur les réseaux ferroviaire et télégraphique ².

Dans ces conditions, la reconstitution de l'union des gauches reste un vœu pieux. D'autant que le débat sur la réforme électorale, qui domine la politique intérieure de 1909 à 1913, aggrave le contentieux avec les socialistes, tout en contribuant à paralyser le radicalisme de gauche. Jaurès fait de la représentation proportionnelle (la « RP ») la panacée qui ramènerait le Parlement à une politique de réforme et opérerait dans la nébuleuse radicale la clarification nécessaire. Or le radicalisme est divisé entre une minorité proportionnaliste (« erpéiste ») et le gros du parti attaché au principe majoritaire. Et cette division ne recoupe pas celle qui sépare radicalisme « conservateur » et radicalisme « démocratique ». Parmi les proportionnalistes, on trouve des radicaux socialisants comme Buisson, Debierre, Desvoux, au côté de droitiers comme Joseph-Louis Bonnet, président de la fédération de la Seine ; dans le camp « antierpéiste », Combes et Pelletan côtoient Clemenceau. La majorité des radicaux voit dans la campagne proportionnaliste un nouveau boulangisme, une coalition immorale qui vise à les chasser du pouvoir, à livrer la République aux minorités subversives. Jaurès, écrit Combes, « perdrait la République avec une inconscience sans pareille si on n'y mettait bon ordre ³ ».

1. *La Dépêche*, 24 mai 1910. L'impôt sur le revenu dort à la commission sénatoriale. Les radicaux sont de plus en plus embarrassés par la présence dans leur programme des nationalisations et des monopoles d'État. Le congrès de 1910 manifeste pour les réformes sociales « une indifférence tantôt profonde, tantôt ironique » (Gaston Gros, *La Démocratie sociale*, 23 octobre 1910).

2. Albert Bayet déplore que Jaurès ne puisse s'arracher « l'épine du pied » que représente sa solidarité avec la CGT (*Les Droits de l'Homme*, 12 mars 1911).

3. Lettre à la marquise Arconati-Visconti, 9 décembre 1910 (Sorbonne, bibliothèque Victor Cousin).

L'embellie illusoire de 1911

La chute de Briand et l'avènement du ministère Monis, en mars 1911, font croire à une détente entre radicaux et socialistes, à une résurrection du combisme¹. Monis et son ministre des Travaux publics, Charles Dumont, ont obtenu le soutien socialiste en annonçant leur intention de contraindre les compagnies ferroviaires à réintégrer les grévistes révoqués. La perspective d'une guerre contre les « féodalités » réjouit Pelletan, mais elle effraie les modérés, et même certains radicaux ; le ministre des Finances, Caillaux, juge irresponsables les menaces de Monis.

Caillaux, qui succède à Monis en juillet 1911, n'est pas encore membre du parti (qu'il rejoindra l'année suivante). On aurait tort d'imaginer que l'homme de l'impôt sur le revenu incarne en 1911 un radicalisme de gauche. C'est au contraire à ce moment que l'antagonisme entre les anciens alliés du Bloc atteint son paroxysme. En annonçant « un gouvernement qui gouverne », Caillaux condamne implicitement la démagogie de son prédécesseur. Il renonce à recourir à la contrainte sur les compagnies ferroviaires. Il mène contre les saboteurs et les antimilitaristes une répression qui rappelle la poigne de Clemenceau. Son gouvernement est combattu avec une extrême virulence par les socialistes qui ne pardonnent pas aux radicaux d'avoir renié les promesses faites aux grévistes.

Mais Clemenceau, dans ses affrontements avec l'extrême gauche, avait contre lui une fraction importante du parti : en 1911, Caillaux n'est contesté que par une infime poignée de radicaux. Pelletan est très isolé quand il observe que « jamais notre démocratie n'a autant ressemblé à une ploutocratie », et quand il tente de convaincre Combes que Caillaux s'est réconcilié avec les puissances d'argent². La plupart des hommes qui

1. Pour Jaurès, « c'est bien le radicalisme orthodoxe, le radicalisme de gauche, qui est au pouvoir » (*L'Humanité*, 2 mars 1911).

2. « Caillaux, à tort ou à raison, a reçu du monde des affaires, jadis si violent contre lui, une grande situation qui avait tout l'air d'une réconciliation. Les journaux amis de la haute finance lui prodiguent autant de compliments que, tout récemment encore, ils lui jetaient d'injures. » (Lettre de Pelletan à Combes, 16 novembre 1911, archives de la Charente-Maritime, 13 J 37. La « grande situation » est la double présidence du Crédit foncier argentin et du Crédit foncier égyptien).

avaient reproché à Clemenceau de dissocier le bloc soutiennent Caillaux et laissent éclater une hargne longtemps contenue contre les socialistes complices des saboteurs et des antipatriotes. Combes fait voter par le comité exécutif des félicitations au gouvernement. « Aucun parti, aucun Parlement », écrit *Le Rappel*, « ne saurait tolérer les violences de langage et les gestes de menace des socialistes unifiés. Le pays est las d'insécurité, assoiffé d'ordre et de légalité ». « Malgré tous nos efforts – déplore Dumont – de par la faute des hommes, nous le croyons, plus que par la force des choses, l'union radicale et socialiste n'est plus possible ¹. » « L'ancien Bloc a vécu », proclame Henri Michel en ouvrant le congrès d'octobre, le premier depuis 1904 à voter des félicitations à un ministère.

Ce n'est pas la crise marocaine qui permet d'envisager la reconstitution du Bloc, même si Caillaux a sauvé la paix et appelé de ses vœux un rapprochement franco-allemand. Jaurès reproche plutôt aux radicaux d'avoir cautionné une « politique de proie » et de chercher dans l'impérialisme un substitut aux idéaux qu'ils ont abandonnés ². Et il est vrai qu'ils se sont laissé gagner par un enthousiasme impérialiste qui salue en Caillaux le Marocain le digne continuateur de Ferry le Tunisien ³. Ils n'ont pas échappé aux pulsions belliqueuses qui ont traversé le pays pendant l'été 1911. Pour Arthur Huc, « l'éclatant réveil du sentiment national » a plus de valeur pour la France que l'acquisition du protectorat marocain ⁴. Le congrès de Nîmes s'est laissé aller à des excès de langage qui auraient pu embarrasser le gou-

1. *Le Rappel*, 12 juillet ; *Le Radical*, 16 novembre 1911.

2. *L'Humanité*, 4 novembre 1911. Le radicalisme « n'a plus ni doctrine ni programme, et voilà pourquoi, comme tous les partis épuisés, il se réfugie dans un patriotisme de parade [...]. Le nationalisme radical sera le dernier mot du radicalisme » (*ibid.*, 13 novembre 1911).

3. *Le Rappel*, 14 et 27 décembre 1911. Rares sont ceux qui déplorent le cynisme avec lequel les gouvernements successifs ont préparé l'annexion du Maroc en jurant qu'ils en respecteraient l'indépendance (Bouglé, *La Dépêche*, 13 novembre 1911). Pelletan reproche à Combes d'avoir couvert la « mégalomanie » de Delcassé. « Il ne me paraît ni conforme au principe essentiel de toute démocratie, ni exempt de danger pour le crédit de nos institutions de lui apprendre [au pays] qu'il peut être jeté dans de redoutables aventures par deux ou trois hautes personnalités, sans qu'on ait eu à en aviser ni le pays, ni ses représentants, ni même l'ensemble du gouvernement investi de leur confiance » (lettre à Combes, cf. *supra*).

4. *La Dépêche*, 9 décembre 1911.

vernement (en s'opposant au principe des compensations congolaises).

Face à Poincaré

Le remplacement de Caillaux par Poincaré, en janvier 1912, met un terme à l'illusion qu'avaient les radicaux d'avoir ressaisi les rênes du pouvoir. Il préfigure les expériences d'union nationale de l'entre-deux-guerres. Les modérés dominent l'équipe gouvernementale où les ministres radicaux, Bourgeois en tête, font figure d'otages. On s'apprête, écrit Huc, à « sacrifier la politique radicale sur les autels de la Patrie ¹ ». Le déclin prend des allures de déroute : après la mort de Brisson, les radicaux laissent le modéré Deschanel s'installer à la présidence de la Chambre ; Poincaré fait voter la RP à la Chambre (elle échouera au Sénat) par une majorité qu'ils jugent illégitime, car elle n'est pas la majorité laïque et républicaine. L'élection de Poincaré à la présidence de la République, en janvier 1913, est un nouveau revers pour les radicaux, qui n'ont pu lui opposer que le peu crédible Pams. Soutenu par certains radicaux proportionnalistes, Poincaré doit surtout sa victoire à l'appui de la droite. « Quelque chose a fini le 17 janvier », écrit *La Croix*, « le régime combiste ».

Tous ces échecs suscitent dans le radicalisme parlementaire et militant un mouvement de contestation qui vise à la fois à rendre au parti sa situation dominante, et à le ramener à gauche. Mais ce courant reste impuissant jusqu'au début de 1913. Les antipoincaristes voudraient que le parti s'engage dans une cure d'opposition, quitte à s'épurer de ses éléments modérés, et qu'il se donne les moyens d'imposer aux élus le respect des orientations des congrès et du comité exécutif. « Nos chefs », déclare Franklin-Bouillon, « ne peuvent et ne doivent être au Parlement que les délégués de notre parti ² ». « Nous comptons dans les deux Chambres – écrit Émile Desvaux – une foule de radicaux d'épithète. Le moindre quarteron de radicaux organisé, de radicaux de doctrine, ferait bien mieux les affaires du parti et de la République. » Il faut une « séparation à l'amiable » entre radi-

1. *Ibid.*, 16 janvier 1912.

2. Chambre des députés, 24 janvier 1913.

caux-socialistes et radicaux modérés¹. Alfred Massé est le premier à réclamer, en juin 1912, « l'unification » du parti². Cette expression, qui évoque évidemment la discipline du Parti socialiste, aura un grand succès en 1913.

Les antipoincaristes s'inquiètent de la montée du « néo-nationalisme³ » qu'encourage la politique de Poincaré et du ministre de la Guerre, Millerand. Aulard et Buisson prennent la défense des instituteurs dont le gouvernement a dissous les syndicats accusés d'antipatriotisme. L'école, déclare Buisson, doit enseigner le patriotisme des hommes de la Convention, qui n'avaient pas « la haine sauvage de l'étranger » et proclamaient citoyens français Schiller, Klopstock et Goethe⁴. Les aspirations pacifistes s'expriment largement dans *Le Radical* (organe officiel du parti), qui publie des articles favorables au règlement par l'autonomie du problème de l'Alsace-Lorraine⁵. Loyson, leader des « Jeunes Radicaux », propose de conclure avec l'Allemagne une « entente courtoise ». Il se réclame du vieux patriotisme républicain humanitaire : « Nous ne consentirons à sacrifier ni la France, ni l'humanité, car attenter à l'une, c'est blesser l'autre. » Il faut « assurer la transition historique qui permettra aux patries actuelles de s'agréger à la Confédération des peuples, comme jadis les communes se sont associées dans les provinces, et les provinces dans la patrie⁶ ».

Paul-Hyacinthe Loyson est la personnalité la plus en vue du courant « jeune radical⁷ », un groupe de jeunes publicistes et de militants d'associations de jeunesse, parmi lesquels figurent de futures célébrités du parti comme Yvon Delbos, Louis Ripault, Albert Bayet, Henri Guernut, Albert Milhaud. Ces « camelots

1. *Le Rappel*, 1^{er} février 1913 ; *Le Radical*, 23 février 1912.

2. *La Lanterne*, 12 juin 1912.

3. Expression employée de bonne heure par Albert Sauzède dans *Les Droits de l'Homme* (14 janvier 1912).

4. Chambre des députés, 22 novembre 1912. Cf. aussi Aulard, *La Dépêche*, 4 octobre 1912.

5. 1^{er} janvier et 19 mai 1912.

6. *Les Droits de l'Homme*, 19 et 5 mai 1912.

7. Cf. Gérard Baal, « Les Jeunes Radicaux (1910-1914) », dans Vincent Duclert, Rémi Fabre et Patrick Fridenson (dir.), *Avenirs et avant-gardes en France XIX^e-XX^e siècle. Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, p. 326-341 ; Norman Hill, *Mystique du libéralisme. Vie et œuvre de Paul-Hyacinthe Loyson*, préface d'Édouard Herriot, Paris, Fischbacher, 1951.

de Marianne » ont choisi de travailler à la rénovation du parti valoisien. Ils sont encouragés par des vétérans comme Dumont, Herriot, Buisson, qui voudrait que l'esprit jeune radical « se précipite comme une trombe dans le vieux Parti radical-socialiste¹ ». Loyson est le fils du père Hyacinthe, qui avait quitté l'Église à la veille du concile de 1870. Il a fondé en 1910 l'hebdomadaire *Les Droits de l'Homme*, qui n'est pas tendre, au début, pour la République radicale². Mais il vénère Combes, qui lui a inspiré une pièce de théâtre, *L'Apôtre*. Jusqu'en 1912, il cherche sa voie, débat avec Marc Sangnier de la création d'un Parti nouveau qui unirait libres penseurs et « libres croyants³ ». Puis l'équipe des *Droits de l'Homme* s'investit dans le combat contre le briandisme et le poincarisme et choisit d'adhérer au Parti radical : « Par ses principes, ce parti est le nôtre. Nous ne devons point le laisser mourir. Il faut l'assainir et le transformer. Place au Parti jeune radical ! Nous entrerons dans la carrière où nos aînés se sont assoupis. » Pour les Jeunes Radicaux, la rupture du Bloc a été « la cause profonde de tout le malaise et de tout le désarroi dont souffre en ce moment la République⁴ ». Ils prennent le contrôle de la Fédération des Jeunes laïques et de l'Union des Jeunes républicaines. Loyson fait voter par les congrès de ces associations des motions contre « l'immoralité politique » qui visent Briand, « l'homme qui aurait inventé la boue si la boue n'existait pas⁵ ».

En décembre 1912, les Jeunes Radicaux organisent un congrès de la Renaissance républicaine⁶ qui veut affirmer la vitalité du radicalisme de gauche. Buisson les invite à « s'affirmer plus socialistes que qui que ce soit ». Les jeunes font allégeance à « l'interventionnisme social » de la doctrine radicale (développement de l'assurance sociale, « large régime de participation de la

1. *Ibid.*, 12 janvier 1913.

2. « La République du Poireau, de la Palme et de la Croix [...], des affaires et des concessions, des coloniaux et des Tunisiens. » (*Ibid.*, 11 mai 1911).

3. Cf. Gérard Baal, « Sillonistes et Jeunes Radicaux. Une rencontre manquée », dans Christophe Charle et al. (éd.), *La France démocratique. Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 297-307.

4. *Les Droits de l'Homme*, 21 janvier et 12 mai 1912.

5. *Ibid.*, 22 décembre 1912.

6. *Ibid.*, 12, 19, 26 janvier et 2 février 1913.

nation et des travailleurs dans l'exploitation, le contrôle et les bénéfices des industries monopolisées », abolition du salariat).

Les jeunes néophytes ne sont pas les seuls à souhaiter un coup de barre à gauche. Arthur Huc, qui n'a pas ménagé les socialistes depuis 1905, réclame, en janvier 1913, une réconciliation des radicaux et des socialistes pour la défense de la République, menacée par le nouveau boulangisme que symbolise l'élection de Poincaré. Le « spectacle odieux de la droite triomphante » doit « remettre coude à coude » les anciens alliés du Bloc ¹. Mais, à cette date, l'union des gauches reste une vue de l'esprit. Jaurès porte toujours un jugement sévère sur un parti radical gangrené par le modérantisme. Il fait de l'adoption de la RP un préalable à tout rapprochement. Ajoutons que l'idée d'« unification » valoisienne peut encore effrayer, car elle risque de provoquer des départs qui réduiraient la force parlementaire du parti. Celui-ci, notait Desvaux en 1909, « répugne aux opérations chirurgicales. Il semble qu'il vaille mieux être beaucoup qui s'entendent mal qu'une cohorte moins nombreuse, mais plus cohérente et qui fasse bloc ² ».

La loi de trois ans

Le paysage politique se transforme à partir de mars 1913. L'opposition au ministère Barthou, le débat sur la loi de trois ans, qui relègue à l'arrière-plan la RP, tout cela rend possible ce qui paraissait irréalisable, le réancrage à gauche du Parti radical sans diminution de sa substance parlementaire et le rapprochement avec les socialistes.

Le ministère Barthou est vivement combattu dès sa formation ³, indépendamment même de la question militaire : Barthou a violé une loi non écrite de la République radicale en confiant un portefeuille au progressiste Joseph Thierry. La « trahison » des radicaux Massé et Dumont, qui ont accepté des portefeuilles, scandalise les militants. Les radicaux accusent Bar-

1. *La Dépêche*, 28 janvier 1913.

2. *L'Action*, 21 août 1909.

3. Il est condamné par le comité exécutif avant même d'avoir présenté son programme. La grosse majorité des radicaux-socialistes et un nombre appréciable de députés de la Gauche radicale ne votent pas la confiance.

thou, avec une ardente partialité, de faire une politique de concessions au cléricanisme¹. Ils s'indignent notamment de voir le gouvernement reconnaître aux pères de famille un droit de regard sur le choix des manuels scolaires et rétablir, dans la marine, la mise en berne du pavillon le jour du Vendredi saint...

Le débat militaire² va rapprocher les radicaux des socialistes. Même si les radicaux sont loin d'être tous hostiles au service de trois ans, les instances dirigeantes du parti condamnent le projet et la majorité des députés valoisiers émet, comme les socialistes, un vote défavorable³. D'ailleurs, bien des « troisannistes » ne se résignent aux trois ans qu'après avoir marqué leur préférence pour le projet transactionnel de Messimy et Paul-Boncour (une « rallonge » de six mois de service), et ils reprochent au gouvernement d'avoir fait passer une loi aussi importante avec le soutien de toute la droite et au prix d'une division des républicains. Certes, les « deuxannistes » n'adhèrent pas à l'utopie jaurésienne des milices. Mais les convergences sont nombreuses. Les radicaux défendent la « nation armée », accusent leurs adversaires de ne pas croire à la valeur défensive des réserves, des soldats citoyens, d'être des partisans honteux de l'armée de métier. La campagne troisanniste est le ciment d'un bloc de droite, d'une alliance des modérés avec la réaction. Sous le dogme des trois ans, les nationalistes mènent « une nouvelle croisade boulangiste contre la République laïque et sociale⁴ ».

Les radicaux anti-troisannistes sont volontiers pacifistes. Tout un courant refuse la germanophobie systématique, trouve des

1. Clemenceau et Aulard prétendent que le gouvernement veut offrir au Vatican le rétablissement des relations diplomatiques, voire un nouveau Concordat (*La Dépêche*, 3 mai 1913 ; *La Lanterne*, 15 mai 1913 ; *L'Homme libre*, 14 et 15 septembre 1913).

2. Cf. Gerd Krumeich, *Aufrüstung und Innenpolitik in Frankreich vor dem ersten Weltkrieg*, Wiesbaden, 1980 ; Gérard Baal, « Les débats de 1913 sur la loi de trois ans », dans les actes du colloque « Jaurès et la défense nationale », *Cahier Jaurès*, 3, 1993, p. 99-114.

3. Seuls 18 députés de la Gauche radicale votent contre les trois ans le 19 juillet 1913 mais, chez les radicaux-socialistes, les troisannistes ne représentent qu'un tiers de l'effectif. Et si on ne considère que les membres des deux groupes radicaux inscrits au parti, la loi de trois ans est rejetée par 55 % d'entre eux. Un tiers des députés de la Gauche radicale et les trois quarts des radicaux-socialistes ont voté pour le contre-projet de Messimy et Paul-Boncour.

4. Affiche éditée par le bureau du parti (*Le Radical*, 1^{er} mai 1913).

explications rassurantes au renforcement du potentiel militaire allemand, qui serait plus la conséquence des guerres balkaniques que le signe d'une volonté agressive¹, juge normal qu'un pays à l'économie et à la démographie aussi vigoureuses ait des ambitions impérialistes. La France ne peut, écrit Herriot, « aller à l'encontre du besoin formidable que l'Allemagne éprouve de chercher des terrains et de la nourriture ». Elle doit pratiquer « une politique plus dégagée », « moins contractée² ». Tirant les leçons de la crise de 1911, certains, comme Loyson, suggèrent un règlement de la question d'Alsace-Lorraine par un troc colonial. Aulard ne verrait pas d'inconvénient à ce que les Alsaciens-Lorrains ainsi émancipés choisissent de former un État indépendant³. L'expression la plus significative de ce pacifisme est la forte participation à la conférence de Berne (11 et 12 mai 1913). À l'initiative de parlementaires suisses, une centaine de députés et de sénateurs français (essentiellement socialistes et radicaux) rencontre une quarantaine de parlementaires allemands. La conférence condamne les « campagnes d'excitation chauvine », appelle à modérer les dépenses militaires et à régler par l'arbitrage les conflits internationaux, félicite le *Landtag* d'Alsace-Lorraine d'avoir pris position pour un rapprochement franco-allemand. En dehors du journal de Clemenceau qui parle de « mystification » et de « comédie », la presse radicale s'accorde pour juger positif le bilan de la conférence. Les plus enthousiastes voient dans ce « Gruttli franco-allemand » un premier pas vers la Confédération européenne⁴.

Beaucoup de parlementaires radicaux dénoncent la répression qui frappe les syndicalistes soupçonnés d'avoir suscité des mutineries dans plusieurs villes de garnison. Jaurès, « rajeuni de dix ans », évoque les beaux jours de la Défense républicaine quand les radicaux protestent contre l'interdiction de la traditionnelle manifestation au mur des Fédérés⁵. Il est clair que l'antimilitarisme et l'antipatriotisme de l'extrême gauche ne font pas peur.

1. Chambre des députés, 2 juin 1913 (Félix Chautemps), 1^{er} juillet 1913 (Thalarnas).

2. *Le Rappel*, 2 août 1913. Cf. aussi Loyson, *Les Droits de l'Homme*, 2 mars 1913.

3. *Ibid.* ; *La Dépêche*, 14 juillet 1913.

4. John Grand-Carteret, *L'Aurore*, 14 mai 1913 ; Albert Métin, *Les Droits de l'Homme*, 18 mai 1913.

5. *L'Humanité*, 24 mai 1913.

L'opposition aux trois ans a rapproché Jaurès de Caillaux¹. Le problème du financement de la loi militaire permet de faire sortir l'impôt sur le revenu du sépulcre sénatorial. Enfin, et c'est essentiel, les événements de 1913 ont fait disparaître l'obstacle que la RP mettait à l'entente des radicaux et des socialistes. Dans ces conditions, le congrès radical d'octobre sera le congrès du redressement et du coup de barre à gauche.

Le congrès de Pau

Le congrès est précédé par un vaste débat dans la presse et même dans les comités, dont *Le Radical* a sollicité l'avis sur le programme électoral du parti. La « trahison » des ministres radicaux de Barthou fait juger sévèrement les défaillances des parlementaires. Le parti doit se débarrasser des « arrivistes », des « jaunes », des « radicaux d'étiquette et d'opérette », des députés « dont le radicalisme ne va pas à la lessive », des « utilitaires aux dents longues² »... Le modèle socialiste de parti, jusque-là dénoncé comme despotique, ecclésial, suscite la sympathie de nombreux militants. On a tort de « blaguer les députés socialistes, de rire de l'état de sujétion dans lequel tiennent les fauves de leurs comités [...]. Chez nous il y a, si j'ose dire, hiatus entre les troupes et les chefs³ ». La tentation de la purge est forte : « Mieux vaut n'être qu'une phalange de guerriers aguerris qu'une armée en cohue et sans direction⁴. »

Les sages du parti freinent ces ardeurs épuratrices. Buisson refuse tout « catéchisme », n'entend pas qu'on puisse lui ordonner de renoncer à la RP ou d'accepter le monopole scolaire⁵. Combes déconseille une « unification » qui mettrait fin à la dualité du radicalisme parlementaire : « Ce n'est pas par pléonasmisme que notre parti s'intitule Parti radical et radical-

1. Cf. le récit d'un déjeuner réunissant les deux hommes au printemps de 1913 dans Charles Paix-Séailles, *Jaurès et Caillaux*, Paris, 1919, p. 86-89.

2. *La Lanterne*, 23 août 1913 ; *Le Radical*, 6 octobre (Ponsot) ; *La Dépêche*, 16 octobre ; *Le Rappel*, 9 mars (du Mesnil).

3. Desvaux, *Le Rappel*, 18 avril 1913.

4. Debierre, *L'Action*, 18 septembre 1913.

5. Le parti ne doit pas « échanger les méthodes de liberté qui sont les siennes pour la manière forte qui est celle du césarisme » (*Le Radical*, 8 octobre 1913).

socialiste. Ces deux expressions correspondent à deux états d'esprit et d'opinion, l'un plus accentué dans la voie des réformes [...], l'autre plus circonspect¹. » Caillaux partage les préoccupations du « petit père » qu'il s'apprête à remplacer à la présidence du parti².

À la veille du congrès, Combes, Pelletan, Huc appellent à la reconstitution du bloc : « Si nous pataugeons depuis la rupture du bloc dans une politique indécise, dénuée de programme, si le nationalisme et le cléricalisme ont regagné une partie du terrain perdu, c'est que les gauches ont cessé de s'unir et de marcher d'accord pour barrer la route à leurs adversaires³. » Combes estime que les modérés de l'Alliance démocratique n'ont plus leur place dans une majorité de gauche, qui devrait en revanche accueillir « le groupe Jaurès ». De son côté, l'Alliance se prépare à ouvrir ses portes aux radicaux « que révolte l'intolérance de leur parti et qui se refusent à figurer devant les électeurs en compagnie des chefs du socialisme désorganisateur et exploiteur du pays⁴ ».

Le congrès est un incontestable succès du radicalisme de gauche. « La victoire reste aux avancés, à l'extrême gauche du parti », écrit *La Lanterne*⁵. Les radicaux modérés, dont le silence a surpris, ont laissé adopter un programme de nature à rassembler la gauche aux élections de 1914 : défense laïque⁶, impôt progressif sur le revenu avec déclaration contrôlée, réformes militaires (préparation militaire de la jeunesse, meilleure organisation des réserves) « propres à permettre le retour à la loi de 1905 », formule assez vague pour être acceptée aussi bien par les

1. Interview au *Radical*, 3 octobre 1913.

2. « Certains de nos amis voudraient faire prévaloir des tendances d'exclusivisme que je compte combattre. Certains des nôtres pensent que le Parti radical doit faire un programme très avancé, quitte à ne conserver qu'une partie de ses troupes. Je crois, moi, que ce serait une tactique fort dangereuse, et je suis au contraire pour un programme minimum, restreint à un très petit nombre de questions capitales, particulièrement net sur l'anticléricalisme. Je voudrais que nous soyons à même de dire que quiconque n'accepte pas ce programme n'est pas un républicain. » (Lettre de Caillaux à Combes, 27 septembre 1913, archives de Charente-Maritime, 13 J 6).

3. Combes, interview au *Radical*, cf. *supra*.

4. *L'Alliance républicaine démocratique*, 12 octobre 1913.

5. 19 octobre 1913.

6. « Organisation progressive de la laïcité intégrale de l'enseignement en assurant immédiatement le contrôle efficace et permanent des écoles privées. »

partisans d'un retour immédiat aux deux ans que par ceux qui repoussent la suppression de la troisième année de service à un avenir indéterminé. Le congrès a demandé aux députés de former un groupe unique qui s'imposerait la discipline de vote dans les grandes occasions. Un député radical ne pourra entrer dans un ministère qu'avec l'accord du groupe.

L'élection de Caillaux à la présidence du parti, alors que Pelletan était sur les rangs, a souvent été interprétée comme un choix modéré. Pelletan incarne effectivement une autre sensibilité : il souhaite que le parti offre explicitement l'alliance aux socialistes alors que, pour Caillaux, un « grand parti national » doit « se suffire à lui-même » ; « sans exclure aucun républicain », il « n'a besoin ni d'offrir ni de rechercher des alliances ». L'élection de Pelletan aurait effrayé les tièdes ; celle de Caillaux « rallie les partisans d'une politique d'union radicale ¹ ». Mais l'échec de Pelletan est d'abord une affaire personnelle. Il est âgé et malade. Depuis son passage mouvementé au ministère de la Marine, tout le monde sait qu'il ne sera jamais président du Conseil. Les radicaux ont besoin d'un chef capable de tenir les premiers rôles. L'élection de Caillaux n'est pas un échec du combisme, puisque Combes a personnellement incité Caillaux à se porter candidat et se dit persuadé que « Caillaux inclinera de plus en plus à gauche ² ».

Au lendemain des assises radicales, Jaurès se demande si « le radicalisme de Pau va réussir à rassembler les parlementaires ». *Le Temps* estime qu'« il y a Parti radical et Parti radical » et que bien des élus ne suivront pas les « forcenés » de Pau ³.

Les élections de 1914

En fait, l'unification a renforcé le radicalisme et lui a fait retrouver les chemins du pouvoir. Il n'y avait que 136 députés inscrits au parti au début de 1913 ; le nouveau groupe unifié en rassemble 150 à la fin de novembre, 168 au début de 1914. L'unification est le contraire d'une purge ; elle a ramené au ber-

1. *La Lanterne*, 18 octobre 1913.

2. Lettre à Emmanuel Lafon, 22 octobre 1913 (source privée).

3. *La Dépêche*, 25 octobre 1913 ; *Le Temps*, 23 octobre.

cail des brebis égarées¹. Bien plus, le radicalisme valoisien exerce une attraction sur une partie des modérés, qui vont l'aider à renverser Barthou en décembre et soutiendront le ministère Doumergue-Caillaux. Briand, Millerand et Barthou tentent de regrouper dans la Fédération des gauches les « républicains de gouvernement » hostiles au programme de Pau et à l'alliance socialo-radical, mais le rassemblement briandiste est loin de séduire l'ensemble des républicains non valoisien².

Les élections de 1914 se déroulent ainsi dans un climat très « combiste » de lutte des deux blocs, le bloc de droite s'étendant cette fois jusqu'aux modérés briandistes. La République, affirme le manifeste du comité exécutif, n'est pas menacée seulement par ses adversaires traditionnels, mais aussi par les « prétendus démocrates », les « candidats d'équivoque », « plus dangereux que les véritables réactionnaires ». Certes, beaucoup de candidats radicaux, notamment dans la Seine, édulcorent le programme de Pau, précisent que l'impôt sur le revenu ne doit être ni « inquisitorial » ni « vexatoire ». En matière militaire, il y a trois langages : ceux qui promettent un retour rapide au service de deux ans, ceux qui l'excluent catégoriquement, et ceux qui préconisent « l'application loyale » des trois ans, en attendant le jour où la préparation militaire de la jeunesse, la réorganisation des réserves, l'amélioration de la conjoncture internationale permettront de réduire le temps de service. Pelletan, très pessimiste, juge que l'œuvre du congrès a été « complètement gâchée » et qu'il sera « bien difficile de remonter la pente³ ». Mais la discipline républicaine va mieux fonctionner qu'en 1910 ; le radicalisme valoisien obtient près du quart des suffrages exprimés (plus qu'en 1910), et il maintient son effectif de 168 députés. Au contraire, les briandistes, les radicaux non valoisien et les progressistes perdent du terrain.

1. 18 députés ont claqué la porte après le congrès de Pau ; 50 nouveaux ont adhéré, dont 22 n'avaient jamais auparavant appartenu au parti. Le parti « unifié » a rallié 84 % des députés radicaux-socialistes, 40,5 % des membres de la Gauche radicale.

2. Quelques ex-valoisien font partie de l'état-major de la Fédération (Maujan, Bérenger, Clémentel, Leboucq, Klotz, Bourély), mais la plupart des radicaux non valoisien restés à la Gauche radicale soutiennent le ministère Doumergue.

3. *La Lanterne*, 2 mai 1914.

Au lendemain des élections, le radicalisme de gauche se croit maître de la situation. « La France est combiste », affirme *Le Radical*, qui définit ainsi le combisme : « l'affirmation d'une ferme politique de laïcité, de progrès démocratique et social, résolument pratiquée contre la droite par l'union des radicaux, des socialistes et des républicains de gauche sincères et résolus ». Buisson espère un « bloc social », une « entente cordiale » avec les socialistes ; Aulard parle de « bloc intermittent », Ponsot de « cartel » ; *L'Aurore*, juge que les socialistes ne peuvent pas « reculer devant les responsabilités du gouvernement ¹ ». Combes compte sur leur « sagesse » pour surmonter « la peur des mots et la crainte de ne pas paraître assez irréductible ». La gauche doit appliquer le programme de Pau et « promettre formellement le retour » du service de deux ans. Jaurès assure qu'« il ne manquera pas un vote socialiste » au ministère qui, « dès les premiers jours de la législature, affirmera nettement la politique formulée par M. Combes ² ».

Ces espoirs vont être mis à mal par la formation du premier gouvernement de la législature. L'accouchement est laborieux. Viviani a d'abord échoué parce qu'il ne voulait pas s'engager à réduire la durée du service tant que la « situation extérieure » ne se serait pas éclaircie. Il s'est heurté au refus de Combes, pressenti pour l'Instruction publique, et de deux députés auxquels il offrait leur premier portefeuille, Georges Ponsot et Justin Godart. La fermeté radicale provoque ensuite le renversement, le jour même de sa présentation, du ministère troisanniste de Ribot, auquel Bourgeois avait accepté de participer. Tous les valoisien, à deux exceptions près, ont respecté la discipline de vote et refusé la confiance. *Le Radical*, *Le Bonnet rouge* et même *L'Humanité* croient venue l'heure d'un ministère Combes, ou du moins d'un ministère combiste.

En fait, l'opposition à Ribot tenait moins à ses positions sur la loi militaire qu'à son appartenance au parti progressiste, à son passé d'« ennemi du peuple », comme dit *La Lanterne* ³. En immolant Ribot, bien des députés médiocrement attachés à la lettre du programme de Pau ont acquis à peu de frais un brevet

1. *Le Radical*, 14 mai ; *Le Rappel*, 25 mai ; *La Dépêche*, 13 mai ; *La Lanterne*, 23 mai ; *L'Aurore*, 13 mai 1914.

2. Interview de Combes au *Radical*, 20 mai ; *L'Humanité*, 21 mai 1914.

3. 12 juin 1914.

de républicanisme avancé qui facilitera leur ralliement à la seconde combinaison Viviani. Celui-ci revient en scène sans avoir vraiment modifié son programme (il ne parle plus des « circonstances extérieures », mais il exclut toute libération anticipée des soldats incorporés pour trois ans en 1913). Combes refuse à nouveau de participer au gouvernement qu'il se dit résolu à « combattre ¹ ». Mais le groupe radical est cette fois incapable de s'imposer la discipline de vote : Viviani est investi le 16 juin sous les huées de l'extrême gauche ; treize radicaux ont voté avec les socialistes contre la confiance et huit se sont abstenus.

L'été 1914

La guerre qui survient un mois et demi plus tard fait évidemment de toute supputation sur l'évolution probable du radicalisme un exercice illusoire. Il est permis de penser que, malgré l'échec que représentait pour lui l'avènement du ministère Viviani, le radicalisme de gauche n'avait pas définitivement perdu la partie. Beaucoup de radicaux ont voté la confiance sans enthousiasme (l'ordre du jour ne mentionne pas la question militaire). Au comité exécutif, la division est telle qu'on renonce à prendre position. Au Palais-Bourbon, les radicaux ne choisissent que des deuxannistes pour siéger à la commission de l'Armée, que présidera un adversaire des trois ans, le général Pédoya.

Le congrès d'octobre aurait débattu de « l'organisation de la nation armée » et il aurait vu la rentrée de Caillaux, rendu à la politique active par l'acquiescement de sa femme. Au début de juillet, le congrès des fédérations du Sud-Est et du Sud-Ouest s'est prononcé pour le retour aux deux ans avant octobre 1915 ². Le radicalisme de gauche s'organise dans la fédération de la Seine, où Desvaux, Brossé et les Jeunes Radicaux exigent la démission du président Bonnet et du secrétaire général Alfred Dominique qui ont pris trop de libertés avec le programme pendant la campagne électorale. Ils annoncent la création d'un « club des Intégralistes », « club d'études et d'action dont le but

1. *L'Action*, 15 juin 1914.

2. *Le Rappel*, 7 juillet ; *La Lanterne*, 26 juillet 1914.

est de dégager, au sein du parti, les tendances du radicalisme intégral ». Au Sénat, Pelletan et Debierre veulent créer un groupe purement radical, au risque de se heurter à Combes, qui reste attaché au maintien du groupe de la Gauche démocratique, ouvert aux non valoisians ¹.

Enfin, la capitulation du radicalisme parlementaire devant Viviani n'a pas trop aigri les rapports avec les socialistes. Jaurès pense encore que le radicalisme peut se ressaisir. La réforme fiscale (dont le Sénat adopte en juillet une version édulcorée) va opposer les radicaux aux conservateurs et aux modérés : « Je les défie bien d'exaspérer par un impôt rigoureusement progressif sur le revenu et le capital la bourgeoisie, et d'exaspérer le prolétariat ouvrier et la démocratie paysanne en maintenant la loi de trois ans qu'ils ont promis d'alléger [...]. Il faudra qu'ils reviennent à gauche ou qu'ils se classent définitivement à droite ². » C'est ici qu'il faut rappeler le récit de Charles Paix-Séailles ³, reproduit sans commentaire par Caillaux dans ses Mémoires, selon lequel Caillaux et Jaurès auraient envisagé, vers la fin de juin 1914, la formation d'un ministère où Jaurès détiendrait les Affaires étrangères. S'il paraît douteux que Jaurès ait pu accepter à cette date de rééditer la démarche de Millerand quinze ans plus tôt (et que son interlocuteur n'ait pas senti qu'une telle combinaison ferait hurler une bonne partie de l'opinion), Caillaux avait sans doute des raisons de croire possible (et Jaurès de souhaiter) son prochain retour au pouvoir, une fois obtenu l'acquittement de sa femme ⁴.

Notons pour finir que si les socialistes ménagent les radicaux ralliés à Viviani, les radicaux leur rendent la politesse en évitant de trop s'émouvoir de la motion pacifiste adoptée par le congrès socialiste des 14-16 juillet ⁵. On est loin des clameurs d'indignation qui avaient accueilli, en 1907, les prises de position de Jaurès,

1. *La Lanterne*, 9 juillet ; *L'Action*, 8 juillet 1914.

2. *L'Humanité*, 18 juin 1914.

3. *Jaurès et Caillaux*, *op. cit.*, p. 134.

4. Certes Jaurès, au moment de l'affaire Rochette, écrivait que le retour au pouvoir de Caillaux, coupable d'un « acte de complaisance pour un escroc », était « impossible à jamais » (*La Dépêche*, 11 avril 1914), mais il a pu changer d'opinion, comme le suggère un entretien avec le député allemand Conrad Haussmann cité par Paix-Séailles (*op. cit.*, p. 134).

5. Cf. Jean-Jacques Becker, 1914. *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977, p. 108-116.

aux congrès de Nancy et de Stuttgart, pour la grève générale contre la guerre. On s'attache plutôt à relativiser l'importance de ce vote, à montrer que Jaurès a « tripatoüillé savamment ¹ » le texte initial de la motion Vaillant-Keir Hardie pour lui ôter tout caractère incendiaire. Jaurès, écrit *Le Radical*, soutient la motion Vaillant « comme la corde soutient le pendu ² ». Aulard pousse loin le paradoxe en tentant de montrer que la motion Jaurès, « logiquement mauvaise, est politiquement bonne, pratiquement excellente » : Jaurès veut mettre la social-démocratie allemande au pied du mur : soit les Allemands confirment leur refus de participer à une action de prévention de la guerre et, dans ce cas, les socialistes français pourront, sans perdre la face, bannir la grève générale de leur propagande ; soit Ebert et ses amis suivront la voie tracée par les Français, ce qui modérerait les pulsions agressives du gouvernement impérial... « La motion Jaurès est ce qu'on pourrait imaginer de plus habile et de plus efficace contre l'impérialisme allemand, contre le parti de la guerre ³. »

Aulard prête sans doute à Jaurès un machiavélisme assez peu vraisemblable. Les prouesses dialectiques de l'historien radical montrent en tout cas qu'on s'obstine, à la veille de la guerre, à maintenir le dialogue avec Jaurès. L'esprit combiste, que l'Union sacrée va évidemment mettre sérieusement à mal, est encore bien vivant.

Gérard BAAL

1. Huc, *La Dépêche*, 19 juillet 1914.

2. 16 juillet 1914.

3. *La Dépêche*, 25 juillet 1914.